

The Happy Few : l'internationalisation des entreprises européennes

*Rapport 2007 du projet Bruegel-CEPR "European Firms and International Markets"
coordonné par Gianmarco I.P. Ottaviano (Bruegel) et Thierry Mayer (CEPR)*

Des données inédites pour le débat sur la mondialisation

Il s'agit de la première analyse systématique menée au niveau des entreprises dans plusieurs pays européens pour déterminer les caractéristiques des sociétés présentes sur les marchés internationaux. Traditionnellement, la question des gagnants et des perdants dans une économie mondialisée a été abordée d'un point de vue sectoriel. Or, de plus en plus souvent, chaque secteur affiche à la fois des gagnants et des perdants. En analysant des données d'entreprise plutôt que de secteur d'activité, ce rapport met au jour des faits d'une importance capitale pour la libéralisation des échanges internationaux et la mise en place de politiques de compétitivité.

Les faits

La concordance entre les conclusions pour les différents pays étudiés est frappante. Les entreprises ayant une activité internationale sont peu nombreuses. Elles sont de plus grande taille et plus productives que les autres entreprises. L'essentiel des exportations et des investissements directs à l'étranger (IDE) est réalisé par une poignée de sociétés. Les colonnes du tableau 1 indiquent, pour chaque pays, la contribution aux exportations totales des 1 %, 5 % et 10 % des plus gros exportateurs.

Tableau 1 : Part des exportations réalisée par les plus gros exportateurs en 2003 (industrie manufacturière)¹

Pays d'origine	1% des exportateurs	5% des exportateurs	10% des exportateurs
Allemagne	59%	81%	90%
France	44% (68%)	73% (88%)	84% (94%)
Royaume-Uni	42%	69%	80%
Italie	32%	59%	72%
Hongrie	77%	91%	96%
Belgique	48%	73%	84%
Norvège	53%	81%	91%

En quoi ces faits sont-ils importants ?

Les faits mis en lumière par le rapport clarifient la vision de la situation économique pour les décideurs publics européens qui souhaitent améliorer la compétitivité des entreprises.

La concurrence internationale amorce un processus de sélection dans lequel les entreprises plus productives remplacent les moins performantes. Ce processus est bénéfique à la fois pour la productivité, la croissance et les salaires. Or, c'est le nombre d'entreprises exportatrices, plutôt que le volume moyen exporté par entreprise, qui est le facteur déterminant pour évaluer la performance commerciale d'un pays. Actuellement, les gouvernements s'efforcent avant tout de promouvoir sur de nouveaux marchés des entreprises déjà fortement exportatrices. Mais les faits mis en lumière par ce rapport montrent que les missions commerciales n'améliorent pas nécessairement les échanges, et que les politiques visant à augmenter le nombre d'entreprises sur le marché international, en réduisant les barrières à l'exportation et en favorisant la performance en termes d'emploi et de productivité, sont plus efficaces. Enfin, les coûts d'exportation ont une grande importance, puisqu'ils réduisent le nombre d'exportateurs. Les politiques comme le marché unique, qui diminuent les coûts d'exportation et facilitent l'accès à l'exportation, sont donc bénéfiques pour la productivité et les salaires.

¹ Source : Rapport EFIM 2007. Les données sur l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, la Hongrie et la France couvrent uniquement les grandes entreprises. Les échantillons pour la Belgique et la Norvège sont exhaustifs. Les chiffres entre parenthèses se rapportent aux pourcentages de l'échantillon exhaustif, également disponible pour la France.

La comparaison entre la France et l'Allemagne illustre de manière intéressante l'importance d'une analyse des données au niveau des entreprises. La majeure partie des exportations allemandes est réalisée par des entreprises exportant entre 50 % et 90 % de leur chiffre d'affaires. En France, au contraire, l'essentiel des exportations est le fait d'entreprises exportant de 10 % à 50 % de leur chiffre d'affaires, ou de groupes entièrement mondialisés qui exportent plus de 90 % de leur chiffre d'affaires. Ces nouvelles données viennent confirmer des analyses antérieures montrant que l'un des atouts de la structure industrielle allemande par rapport à celle de la France réside dans le nombre plus important d'entreprises de taille moyenne fortement exportatrices.

Les propositions du rapport pour améliorer les politiques publiques

Le rapport conclut sur six recommandations de politique publique :

1. Promouvoir la concurrence intra-sectorielle

L'ouverture des échanges et des IDE amorce un processus de sélection par lequel les entreprises les plus productives remplacent les moins productives au sein de chaque secteur. Ce phénomène a un effet positif sur la productivité, la croissance et les salaires, même lorsqu'il n'entraîne pas de spécialisations sectorielles.

2. Augmenter le nombre d'exportateurs

Le facteur déterminant pour la performance des échanges et des IDE d'un pays est d'abord le nombre d'entreprises qui exportent et investissent directement à l'étranger. Les gouvernements doivent donc s'orienter vers des politiques élargissant la base des exportateurs.

3. Oublier les champions attitrés

Pour élargir la base des exportateurs, il convient de ne pas donner la priorité aux champions nationaux et aux multinationales. Plutôt que d'inviter les dirigeants de ces sociétés leaders à les accompagner dans leurs déplacements officiels, les chefs de gouvernement devraient travailler à réduire les obstacles à l'exportation et aux IDE.

4. Promouvoir les champions du futur

Les gouvernements devraient tenter d'augmenter le nombre d'exportateurs et de multinationales, sans oublier d'instaurer les conditions permettant aux petits exportateurs de se développer.

5. Poursuivre la lutte contre les coûts d'exportation

Les coûts (fixes) liés à l'internationalisation, bien que réduits en apparence, ont de l'importance car ils réduisent le nombre d'exportateurs.

6. Évaluer le potentiel d'exportation et d'IDE des différents secteurs

Certains secteurs sont plus susceptibles de voir augmenter le nombre d'exportateurs et d'investisseurs directs à l'étranger en réponse à des conditions politiques plus favorables. De ce fait, les gouvernements devraient porter leurs efforts sur les secteurs qui présentent un important potentiel d'exportations et d'IDE inexploité.

A propos du projet Bruegel-CEPR « European Firms and International Markets »

Bruegel et le CEPR ont pris l'initiative en 2006 de créer un réseau de recherche impliquant plusieurs centres de recherche de différents pays européens. Le projet a pour objectif de travailler sur des questions de politique publique que l'utilisation de données sur les échanges et les IDE au niveau des entreprises permet d'éclairer. Par exemple : quelles sont les caractéristiques des entreprises européennes qui parviennent à se placer sur les marchés internationaux ? Quelles politiques peuvent aider à développer leur performance ? Quelles politiques peuvent promouvoir la participation d'autres entreprises européennes, actuellement exclues des marchés internationaux ? Quelle est pour les entreprises européennes la meilleure manière de gérer l'ajustement exigé par la mondialisation ? Quelles politiques peuvent faciliter cet ajustement ?

La coordination du projet est assurée par Gianmarco I.P. Ottaviano pour Bruegel et Thierry Mayer pour le CEPR. Le Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (France), l'Académie hongroise des Sciences (Hongrie), le Centro Studi Luca d'Agliano (Italie), l'Institut de recherche économique appliquée (Allemagne), le Leverhulme Center for Research on Globalisation and Economic Policy (Grande-Bretagne), l'Université de Stockholm (Suède), la Banque Nationale de Belgique (Belgique) et l'Université d'Oslo (Norvège) sont associés dans ce projet.



Les demandes presse peuvent être adressées à Helena Markstedt, au 0032 (0)2 227 4290, ou par mail : helena.markstedt@bruegel.org.

Bruegel est un think-tank européen consacré aux questions d'économie internationale. Créé à Bruxelles en 2005 avec le soutien des gouvernements européens et de grandes entreprises, il se donne pour tâche de contribuer à la qualité des politiques économiques en Europe à travers des recherches, analyses et débats ouverts, factuels et utiles à l'élaboration de politiques publiques.

Des informations détaillées sur Bruegel sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.bruegel.org>.